



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARBAYE SARL ETS

21, route Maillas
33840 Captieux

Références : 2025-863
Code AIOT : 0005206547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement GARBAYE SARL ETS implanté 17 lieu dit Cabardos 33840 Captieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le programme de contrôle pluriannuel de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARBAYE SARL ETS
- 17 lieu dit Cabardos 33840 Captieux
- Code AIOT : 0005206547
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL GARBAYE est une entreprise familiale qui a été créée en 1983. Elle est autorisée, par arrêté préfectoral du 10/12/2013, modifié par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2019, à exploiter sur la commune de Captieux (route de Lucmau) une installation de transformation du pin maritime en planches et chevrons (scierie, traitement et stockage du bois).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 4.1.2.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 7.2.5.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 7.2.9.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 9.2.1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet
6	Installations de traitement du bois	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 8.1.	Sans objet
7	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 9.2.3.	Sans objet
8	Stockage du bois	Arrêté Préfectoral du 04/07/2019, article Article 2.2	Sans objet
9	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 04/07/2019, article Article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement est exploité conformément à ses prescriptions de fonctionnement, aux exceptions près mentionnées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée : Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement. L'établissement est enregistré sous la rubrique 2415 « traitement du bois » et déclaré sous plusieurs autres rubriques.
Constats : Les activités et installations de l'établissement ne sont pas sensiblement différentes de celles visée par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013. On note les évolutions suivantes : - le remplacement du séchoir visé par l'arrêté par un modèle plus récent de même capacité, - les stocks de bois présents sur le site ont notablement diminué. Ces différences n'impliquent pas d'accroissement des niveaux d'activités classées et ne constituent pas des modifications notables de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 4.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : « Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ainsi que dans les milieux de prélèvement. Un dispositif de comptage permet de connaître les volumes d'eau prélevés. Il fait l'objet d'un relevé au moins mensuel. »
Constats : L'installation ne semble pas présenter de risque de retours vers le réseau d'eau potable. Par ailleurs, l'exploitant ne relève pas les consommations d'eau mensuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, sous trois mois, se dote des moyens de connaître et consigner sa consommation d'eau mensuelle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 7.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <p>« Les installations sont construites et exploitées conformément aux conclusions de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique qui en découle, établies conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et jointes au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. (...) L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. »</p>
Constats : <p>L'exploitant indique ne pas avoir fait réaliser de vérification de ses installations de protection contre la foudre. Il n'a pas pu préciser la nature exacte des équipements de protection, et, faute de disposer sur site de l'analyse du risque foudre, ce point n'a pas pu être éclairci lors de l'inspection.</p> <p>La consultation a posteriori du dossier initial de demande d'autorisation d'exploiter, notamment l'analyse du risque foudre du 27 avril 2007 et la proposition technique du 13 août 2007 (réalisées à l'époque conformément à l'arrêté du 28 janvier 1993), montre que certains dispositifs de protection sont requis, en particulier : une protection par pointe simple du silo, des liaisons équipotentielle liées à la terre du silo et des charpentes métalliques des bâtiments de la scierie et du traitement du bois, un compteur de coups de foudre, et des protections parafoudres sur le TGBT et les armoires électriques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fait réaliser sous 3 mois une vérification complète de ses équipements de protection contre la foudre. Si le contrôle montre que des équipements sont manquants ou non fonctionnels, il procédera, sous 6 mois, aux ajouts ou réparations requis.</p> <p>L'absence de vérification pourra conduire l'inspection à proposer des suites administratives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 7.2.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a eu lieu le 8 novembre 2024. Le certificat Q18 conclut à l'absence de danger, mais le rapport de vérification mentionne de nombreuses non-conformités récurrentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à remédier aux non-conformités récurrentes. Il transmet à l'inspection des installations classées, sous trois mois, le nouveau rapport de contrôle, avec ses commentaires éventuels sur les observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 9.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les mesures portent sur les rejets (concentrations et flux) suivants aux fréquences indiquées ci-après.</p> <p>Rejets du cyclone du réseau d'aspiration des poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paramètre : poussières. (...) - fréquence de mesure : une mesure tous les trois ans. »
<p>Constats :</p> <p>La mesure doit être effectuée au rejet atmosphérique du cyclone de l'aspiration des sciures. L'exploitant indique ne pas faire réaliser ce contrôle : il explique que sa scierie ne traite que des bois verts, et donc ne produit pas de poussière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation. La norme NF X 44 052 citée par l'arrêté préfectoral porte sur les conditions de mesure des débits d'air dans une conduite. La norme NF EN 13284-1, qui porte sur la « détermination de faibles concentrations en masse de poussières », ne vise pas de diamètre supérieure pour définir une poussière : sont considérées comme poussières les « particules de forme, structure ou masse volumique quelconque dispersées dans la phase gazeuse » ; soit dans le</p>

cas présent toute particule de bois susceptible d'être aspirée lors du sciage et rejetée dans l'air. Le fait de scier du bois vert ne permet pas d'écarter a priori la présence de poussières au rejet, sauf à démontrer le contraire. Demande. L'exploitant procède, sous 3 mois, au contrôle réglementaire des rejets atmosphériques des cyclones. L'absence de contrôle pourra conduire l'inspection à proposer des suites administratives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations de traitement du bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 8.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement du bois
Prescription contrôlée : « Les installations de traitement du bois sont constituées : • d'une cuve aérienne de trempage du bois, compartimentée en deux bacs des de 10 m3 unitaire, remplie de 13 m3 de produits dilués (les deux compartiments confondus). Seul un des deux compartiments est utilisé, le deuxième étant de secours, en cas de dysfonctionnement du premier. • 1 container de 1m3 de produit de traitement pur disposé sur une rétention de 1,2 m3. (...) »
Constats : Les installations de traitement du bois, et notamment leurs capacités de rétention et alarmes, ont été inspectées sans remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article Article 9.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des eaux souterraines
Prescription contrôlée : « Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ces puits. »
Constats : L'exploitant réalise les analyses des eaux souterraines conformément aux prescriptions. Leur étude a permis de relever une hausse très importante sur une mesure des concentrations en propiconazole dans le piézomètre 1 en novembre 2024 (100 µg/L), qui pourtant est le piézomètre amont, et situé à l'opposé de l'établissement par rapport aux bains de traitement. La valeur en

<p>mai 2025 est moindre (10 µg/L), bien qu'encore supérieure au bruit de fond mesuré les années précédentes.</p> <p>L'interprétation de ce fait est malaisé - un déversement volontaire par malveillance dans ou à proximité immédiate du piézomètre semble être l'explication la plus probable. Un suivi sur la durée permettra de vérifier si un réel phénomène physique est en jeu : dans la négative, la concentration mesurée devrait converger naturellement, mesure après mesure, vers les valeurs d'avant 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'assurer la surveillances des eaux souterraines en portant une attention particulière à l'évolution des concentrations en propiconazole dans le piézomètre 1 au regard de la mesure constatée en 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockage du bois

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2019, article Article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du bois</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les stockages de bois respectent les modalités de stockage définies dans le porter à connaissance du 23 août 2018 (...). Un marquage au sol est effectué précisant l'emplacement de chaque stockage de bois. Un plan des stockages susvisés est fourni en annexe du présent arrêté. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les stocks de bois étaient au jour de l'inspection correctement disposés dans les emplacements prévus par les prescriptions, à l'exception d'un petit stock de bois contre la clôture à proximité de la pinède, que l'exploitant s'est engagé à déplacer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2019, article Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Il doit notamment disposer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs adaptés aux risques et judicieusement répartis en conformité avec la règle R4 de l'APSAD ; • d'une réserve incendie de 120 m³ munie d'une aire d'aspiration, équipée d'une colonne de 150 mm avec 2 sorties de 100 mm conformément à la fiche annexée au présent arrêté ; • d'un poteau incendie pouvant débiter 60 m³/h sous 1 bar de pression. »
<p>Constats :</p>

Les moyens de secours dont dispose l'établissement sont conformes aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite